

Togo

Rapport national de suivi sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo (2009-2011) - intermédiaire

Nom du point focal : Mr HOUNKPE Koffi

Organisation : Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières

Titre / Position : Chef, Secretariat Technique de la Plate forme national RRC

Adresse e-mail : yhoukpe_20@yahoo.fr

Téléphone : (+228) 902 16 96/ 233 50 65/ 956 70 46

Fax : +228 2210333

Période couverte par le rapport : 2009-2011

Dernière mise à jour le : 6 October 2010

Date d'impression : 07 Oct 2010

Reporting langue : Français

Mise à jour du Moniteur CAH publiée par PreventionWeb

<http://www.preventionweb.net/english/countries/africa/tgo/>

Résultats 2007-2009

Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Résultats:

-Un Programme d'Actions Prioritaires (PAP) d'application du DSRP est adopté par le pays et la RRC y constitue une des priorités nationales. Ceci a favorisé

Domaine 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Résultats:

-- Téléchargement en cours --

Domaine 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Résultats:

-- Téléchargement en cours --

Objectifs stratégiques

Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Déclaration d'objectif stratégique:

Intégration de la réduction des risques de catastrophes dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et dans le Plan d'Actions Prioritaires 2009-2011 du Gouvernement ;

- Intégration de la RRC dans la loi cadre sur l'environnement en son article 133
- Elaboration de la stratégie nationale pour la réduction des risques de catastrophes
- Elaboration du Plan national de Contingence
- Actualisation de la Stratégie de mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

Domaine 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Déclaration d'objectif stratégique:

Renforcement des capacités des membres des plates formes nationale locales de prévention et de

gestion des risques et catastrophes;

-Dotation du secrétariat technique de la plate-forme et des structures en charge des urgences en équipements informatiques;

- Développement et renforcement des mécanismes de sensibilisation, d'information et d'éducation au niveau central et local;

- Intégration de la réduction des risques et catastrophes dans les cursus éducatifs

Domaine 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Déclaration d'objectif stratégique:

-La mise en place du système national de coordination des actions de prévention et des gestions des catastrophes;

- Une plus grande implication des structures nationales dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan national de contingence et du plan d'organisation des Secours d'urgence ; du plan de contingence inter-agence du Système des Nations Unies au Togo

Priorité d'action 1

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide

Indicateur 1

Une politique nationale et un cadre d'action légale de réduction du risque existent avec des responsabilités décentralisées et des capacités à différents niveaux

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

La réduction du risque de catastrophes est-elle incluse dans les stratégies et les plans de développement?

Oui

Moyens de vérification:

* Non: Plan national de développement

* Non: Stratégies sectorielles et plans

* Oui: Stratégies et politiques en matière de changement climatique

> Document Complet de Stratégie de Réduction de la Pauvreté; (2009)
http://www.preventionweb.net/files/15249_dsrpccomplet.doc [DOC 1.33 MB]

* Oui: Etudes de la stratégie de réduction de la pauvreté

* Oui: CCA - Bilan Commun du Pays / UNDAF - Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement

Description:

La réduction des risques de catastrophes est une préoccupation nationale. Au-delà de l'intégration de la thématique dans le DSRP, il existe des plans sectoriels qui intègrent la réduction des risques de catastrophes au niveau communautaire. Il existe tout de même des stratégies notamment la stratégie de mise en œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, le Plan d'Action National d'adaptation aux changements climatiques et la stratégie de lutte contre la désertification qui font de la Réduction des Risques de Catastrophes une préoccupation

Contexte & Contraintes:

Les contraintes majeures sont les financements pour la mise en œuvre de ces plans et stratégies élaborés

Indicateur 2

Des ressources adéquates sont allouées pour instaurer des politiques et des plans de réduction du risque à tous les niveaux administratifs

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Y a-t-il une allocation budgétaire spécifique pour la réduction des risques de catastrophes dans le budget national?

Non

Moyens de vérification:

* 0 % alloué dans le budget national

* 0 Montant alloué (en dollars US) à l'assistance internationale pour le développement

* 0 Montant alloué (en dollars US) pour les investissements en matière de sécurité contre les menaces de catastrophes (transport, agriculture, infrastructures)

* 0 Montant alloué (en dollars US) pour les investissements en matière de réduction du risque de catastrophes (institutions, systèmes d'alertes précoces)

* 0 Montant alloué (en dollars US) pour la reconstruction post-catastrophes

Description:

Depuis 2007, les catastrophes sont presque devenues annuelles avec des conséquences sociales, économiques aggravantes écologiques. Pour réduire la vulnérabilité des populations, les secteurs intègrent la RRC dans leurs planifications budgétaires mais beaucoup plus axées sur les urgences que la prévention.

Contexte & Contraintes:

Les contraintes budgétaires limitent la mise en œuvre des programmes et projets de développement qui intègrent la prévention et la gestion des catastrophes. Les fonds d'urgence n'existent presque pas

Indicateur 3

La participation des communautés et la décentralisation sont assurées à travers la délégation d'autorité

et de ressources au niveau local

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Les gouvernements locaux ont-ils la responsabilité légale et l'allocation budgétaire pour la réduction du risque de catastrophes?

Non

Moyens de vérification:

* Non: Législation

* Non: Budget alloué au gouvernement local pour la réduction du risque de catastrophes

Description:

La question de réduction de catastrophes est récente au Togo. Le Togo vient de mettre en place en 2009, cinq plates formes locales pour la réduction des risques de catastrophes. Ces plates formes locales n'ont pas encore des plans d'actions pour susciter la recherche de financement

Contexte & Contraintes:

Le financement très limité pour l'opérationnalisation des plates formes locales

Indicateur 4

Une plateforme multi -sectorielle pour la réduction du risque fonctionne

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

La société civile, les institutions nationales de planification, et/ou les organismes du secteur de développement sont-ils représentés dans la plateforme nationale?

Oui

Moyens de vérification:

* 15 Membres de la société civile (les dénombrer)

* 30 Organismes sectoriels (les dénombrer)

* 7 Organisations de femmes participant aux plateformes nationales (les dénombrer)

Description:

La Plate Forme Togolaise qui regroupe les acteurs du secteur public, privé, de la société civile et des partenaires au développement, est bien opérationnelle depuis mars 2009. Elle se réunit trois fois par an. La plate forme se réunit presque une fois au moins une fois par mois pour se prononcer sur les activités opérationnelles que mène le Secrétariat Technique de la plate forme. Mais il faut noter qu'au niveau régional, les efforts sont en cours pour que le dynamisme national soit représenté au niveau local

Contexte & Contraintes:

Le financement pour rendre les plates formes locales beaucoup plus opérationnelles. Il faut dire que dans le cadre de la mise en œuvre de cette priorité, le Togo avec l'appui de ses partenaires, notamment le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a fait un effort remarquable. Mais le grand défi reste les financements adéquats et l'appropriation de cette volonté au niveau décentralisé et sectoriel pour la prise en compte effective de la RRC à tous les niveaux

Priorité d'action 2

Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce

Indicateur 1

L'évaluation des risques au niveau national et local basée sur les données concernant les aléas naturels et l'information sur la vulnérabilité est disponible et inclut les facteurs de risque sous jacents dans les secteurs clés .

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Existe-t-il une plateforme multirisque d'information sur les décisions et la planification du développement?

Non

Moyens de vérification:

- * Non: Evaluation multirisques
- * 0 % d'écoles et d'hôpitaux évalués
- * 0 Ecoles vulnérables aux catastrophes (les dénombrer)
- * Non: Vulnérabilité désagrégée des genres et capacités d'évaluation.
- * Non: Standards nationaux pour l'évaluation des multi risques

Description:

Le Togo n'a pas encore un document d'évaluation multi-catastrophe de référence. Néanmoins, il existe des études qui font l'état des lieux sur les catastrophes que le Togo a connues au cours de l'histoire. Ces études n'ont fait que des énumérations sur les phénomènes notamment l'année de survenance, l'ampleur, les victimes. Mais il faut noter qu'en 2008 et 2009 il existe deux cartographies sommaires, celle de la Croix-Rouge Togolaise et celle du gouvernement avec l'appui du PNUD. Celle de la Croix Rouge localise les risques au niveau national et celle du gouvernement s'est planchée sur les zones à risques d'inondation dans les régions Maritime et Savanes, deux régions sévèrement touchées.

Contexte & Contraintes:

La contrainte reste le financement afin d'impliquer le comité de recherche de la plate forme dans ce processus d'évaluation des risques

Indicateur 2

Des systèmes sont en place pour évaluer, archiver et disséminer les informations nécessaires sur les aléas et les vulnérabilités

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Les pertes dues aux catastrophes sont-elles systématiquement suivies et analysées?

Non

Moyens de vérification:

* Non: Perte de bases de données à cause de catastrophes

* Oui: Rapports produits et utilisés pour la planification

Description:

Il existe des données chiffrées, sur les situations d'urgence que le Togo a connues notamment, sur le type d'aléas, le nombre des pertes en vies humaines et les pertes matérielles. L'évaluation de la réponse apportée lors de la catastrophe, le bilan humanitaire

Contexte & Contraintes:

Le grand défi reste les évaluations des pertes et des dommages post catastrophes afin de déterminer les actions de développement à mener. Le financement pour la reconstruction

Indicateur 3

Des systèmes d'alerte précoce sont en place pour la plupart des aléas naturels et transmis aux communautés.

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Les pays sujets aux risques sont-ils alertés à temps des risques à venir?

Oui

Moyens de vérification:

* Non: Les systèmes d'alerte précoces agissent efficacement

* Oui: Préparation au niveau local

* Non: Systèmes et protocoles de communication

* Non: Implication des médias dans la dissémination des systèmes d'alertes précoces

Description:

Au Togo, il existe un système d'alerte précoce communautaire développé par la Croix Rouge Togolaise basé sur la lecture des balises avec l'appui de la Croix Rouge Allemande. Un projet qui a pris fin en 2009 mais qui constitue l'alerte efficace pour les communautés riveraines des principaux cours d'eau sujets à des inondations dans les régions Maritime et des Savanes.

Sur le plan national, la plate forme est en train de mettre en place le système d'alerte précoce au niveau

national. La première étape a consisté à évaluer les besoins au plan national en identifiant les problèmes et responsabilités au niveau de chaque structure intervenant dans la chaîne, de la connaissance des risques jusqu'à la capacité de réponse. Au terme de cette étude, un document intitulé : *2*Evaluation des besoins pour la mise en place du système d'alerte précoce au Togo² est disponible. La plate forme a validé ce document et le mécanisme d'alerte précoce est en cours de préparation.

Contexte & Contraintes:

Les grands défis restent le renforcement des capacités des acteurs pour produire les données fiables et l'opérationnalisation du mécanisme

Indicateur 4

L'évaluation des risques au niveau national et local prend en compte les risques trans-nationaux dans le but d'établir une coopération régionale sur la réduction du risque

Niveau de progrès atteint:

1: Progrès mineurs, avec peu de signes d'avancées en matière de plans ou politiques

Votre pays participe t-il à des programmes ou des projets régionaux ou sous-régionaux?

Non

Moyens de vérification:

- * Non: Programmes et projets traitant de sujets transfrontaliers
- * Non: Stratégies et cadres régionaux et sous-régionaux
- * Non: Suivis régionaux et/ou sous-régionaux et mécanismes de renseignements
- * Non: Plans d'action traitant de sujets transfrontaliers

Description:

Des informations météorologiques sont partagées au plan sous régionale avec l'ACMAD basé au Niger. Ces informations sont d'ordre général et se démarque un tout petit peu de l'expertise nationale en matière de prévention. Dans ce contexte, les Etats qui partagent les mêmes fleuves sujets à de grandes crues se devaient de partager les informations. Ce domaine est peu développé au Togo alors que le Togo partage la Volta avec le Burkina Faso et le Mono avec le Bénin. Sur ces deux fleuves sont érigés les barrages les lâchées d'eau causes d'énormes problèmes aux populations riveraines. Au-delà de certains programmes notamment du bassin de la Volta, des efforts seront faits pour plus d'intégration des risques transfrontaliers. Mais notons qu'en 2009, dans le cadre de la gestion des urgences, une simulation Togo – Bénin a été organisée par le Système des Nations Unies pour identifier les forces et faiblesses des deux Etats dans le cadre de la réponse à une situation d'inondation qui affecte les deux pays.

Contexte & Contraintes:

- L'engagement de la Plate Forme Nationale dans la gestion des risques transfrontaliers ;
- Le financement des simulations entre Etats ;
- Le partage d'informations inter Etats.

Priorité d'action 3

Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la

Indicateur 1

Des informations relatives aux aléas sont disponibles et accessibles à tous les niveaux, pour tous les acteurs (à travers des réseaux, et le développement de systèmes d'échanges d'information)

Niveau de progrès atteint:

2: Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Y a-t-il un système national d'information sur les catastrophes?

Non

Moyens de vérification:

* Non: Page web du système national d'information

* Non: Mécanismes établis pour accéder à l'information sur la réduction du risque de catastrophes

Description:

La mise en place des plates formes locales constitue le point de départ pour instaurer une antenne d'échange d'informations à tous les niveaux. Mais force est de constater que des efforts restent à faire pour l'implémentation avec des données concrètes de partage de bonne pratique au niveau national.

Contexte & Contraintes:

Le financement pour la mise en place et la formation des collectivités locales et les structures déconcentrées de l'Etat.

Indicateur 2

Les programmes scolaires, le matériel d'éducation ainsi que les formations incluent la réduction du risque ainsi que les concepts et pratiques de reconstruction

Niveau de progrès atteint:

2: Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

La réduction de risques de catastrophes est-elle incluse dans les programmes de l'éducation nationale?

Non

Moyens de vérification:

* Non: Programmes des écoles primaires

* Non: Programmes des écoles secondaires

* Non: Programme universitaire

* Non: Programmes d'éducation professionnelle sur la réduction du risque de catastrophes

Description:

Les programmes scolaires incluent les données liées aux aléas naturels tels que les inondations, les

glissements de terrain volcanisme, les feux de brousses et les vents violents; mais ne sont pas étudiés sous l'angle des risques de catastrophes. Les efforts sont en cours pour intégrer la thématique dans l'enseignement en améliorant le contenu des programmes. Cette préoccupation est inscrite dans la stratégie nationale en cours d'édition.

Contexte & Contraintes:

Les contraintes financières : nécessité de former les formateurs, les inspecteurs, les planificateurs de l'éducation et les partenaires de l'éducation.

Indicateur 3

Des méthodes de recherche et des instruments pour évaluer les risques multiples ainsi que des analyses de coût sont en place, et renforcés

Niveau de progrès atteint:

2: Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

La réduction du risque de catastrophes est-elle incluse dans le budget national pour la recherche appliquée?

Non

* Non: Recherche sur les produits, études, etc.

* Non: Recherche sur les programmes et les projets

* Non: Etudes sur les coûts et les bénéfices de la réduction de catastrophes

Description:

Il n'existe pas de prévisions budgétaires allouées à la recherche sur la réduction des risques de catastrophes naturelles. Cependant, dans le cadre d'un Programme Prévention et Gestion des Crises de Catastrophes, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, Point Focal de ONU/SIPC a signé un accord avec l'Université de Lomé en vue de la promotion de la recherche dans le domaine des catastrophes. Le partenariat inclus le renforcement des capacités dans des travaux d'étude dans la production des données sur les catastrophes en rapport avec les changements climatiques.

Contexte & Contraintes:

Le financement dans les domaines spécifiques tels les tendances climatiques.

Indicateur 4

Des campagnes d'information au niveau national existent pour créer une culture de prévention avec une diffusion dans les communautés urbaines et rurales

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Les campagnes publiques d'éducation sur la réduction du risque de catastrophes touchent-elles les communautés à risques?

Oui

Moyens de vérification:

* Oui: Campagnes d'éducatons publiques

* Oui: Formation du gouvernement local

* Oui: Accessibilité de l'information sur la réduction du risque de catastrophes au niveau des communautés

Description:

Chaque année, des campagnes de sensibilisation et d'éducation s'exécutent par la plate forme nationale pour la réduction des risques de catastrophes à travers des rencontres au niveau national et local. Le Togo étant beaucoup plus exposé aux risques d'inondations, les sensibilisations de proximité s'organisent à l'approche des grandes crues dans les localités riveraines des cours d'eau, souvent victimes d'inondations. Signalons que cette année dans le cadre de mise en œuvre du Programme Prévention et gestion des Risques de Catastrophes, les femmes leaders en réduction des risques de catastrophes des régions maritime et des Savanes ont été formées et mises en réseaux afin d'assurer la formation et la sensibilisation des groupements et associations féminins dans leurs localités respectives

Contexte & Contraintes:

Disposer des ressources pour former et doter les ONG et Associations intervenant à la base.

Priorité d'action 4

Réduire les facteurs de risque sous-jacent

Indicateur 1

La réduction des risques de catastrophe est un objectif intégral pour les politiques et plans d'environnement incluant la planification et la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Existe-t-il un mécanisme pour protéger et restaurer les services régulateurs pour les écosystèmes.

Non

Moyens de vérification:

* Oui: Législation pour la protection des espaces

* Non: Paiements pour les services des écosystèmes

* Oui: Planification intégrale (par exemple la gestion des zones côtières)

* Oui: Evaluation des impacts environnementaux

* Oui: Projets et Programmes sur le changement climatique

Description:

Il existe un mécanisme nationale mise en place par le gouvernement pour sauvegarder les ressources forestières et de l'environnement. La Loi-cadre sur l'Environnement et le Code forestier avec leurs textes d'applications relatifs aux études d'impacts environnementales, la sauvegarde de certaines aires protégées et de l'Environnement. Par ailleurs, il faut noter que le Togo a un Plan National d'Adaptation aux changements climatiques, stratégie de lutte contre la désertification, et la Stratégie de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre les Crises de Catastrophes en cours d'édition

Contexte & Contraintes:

Les financement pour la mise en œuvre du PANA, de la stratégie de mise en œuvre de la Convention sur les changements climatiques et la stratégie de lutte contre la désertification et la gestion intégrée de des ressources naturelles au niveau communautaire.

Indicateur 2

Des politiques et des plans sociaux de développement sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque

Niveau de progrès atteint:

2: Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Existe-t-il des réseaux de protections sociales augmentant la résilience des constructions, des communautés, des quartiers?

Non

Moyens de vérification:

- * Non: Assurances pour les cultures et les propriétés
- * Non: Plans de garanties d'emplois
- * Non: Transfert d'argent sous conditions
- * Non: Politiques conjointes de réduction du risque de catastrophes et programmes de bien-être sociaux
- * Oui: Micro financements
- * Non: Micro assurances

Description:

Les filets sociaux de protection sont peu développés. Cependant, il existe des dispositions qui permettent de réduire la vulnérabilité des pauvres. Pour assurer l'auto suffisance alimentaire, le Togo dispose d'une agence nationale de la sécurité alimentaire qui est l'organe de régulations des prix des produits agricoles particulièrement les céréales. Ce qui a permis à notre pays non seulement de contrôler les prix à la portée des pauvres, mais également de dégager l'excédent au terme de la campagne 2010. Il existe tout de même une Agence de la Solidarité nationale qui s'occupe de l'écoute et d'accompagnement des couches sociales vulnérables.

Contexte & Contraintes:

Les ressources sont très limitées pour une prise en charge globale des pauvres

Indicateur 3

Des politiques et des plans sectoriels, d'économie et de production sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Les risques et bénéfices de la réduction du risque de catastrophe sont-ils inclus dans la planification d'investissements publics?

Non

Moyens de vérification:

* Non: Systèmes publics nationaux et sectoriels d'investissements incluant la réduction du risque de catastrophes

* Non: Investissements dans la modification des infrastructures, incluant les écoles et les hôpitaux.

Description:

les différents départements ministériels ont des plans de d'action qui s'inspirent du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Et dans le cadre de la croissance économique, les activités agricoles menées par le ministère en charge de l'agriculture s'intègrent dans la politique de la CEDEAO en vue de l'application des dispositions prises par les chefs d'Etats en matière de développement agricole à l'effet de réduire la vulnérabilité des populations, et tous les secteurs s'attèlent pour la relance économique exempt des effets pervers des changements climatiques. C'est d'ailleurs le rôle des plates formes régionales de faire la promotion de l'intégration des risques de catastrophes dans les activités de production à la base.

Contexte & Contraintes:

Le manque de synergie entre les acteurs pour un échange d'expertises complémentaires entre les acteurs et des ressources pour la mise en œuvre des plans et programmes.

Indicateur 4

La planification et la gestion des établissements humains intègrent des éléments de réduction du risque, y compris l'intégration des normes de construction

Niveau de progrès atteint:

1: Progrès mineurs, avec peu de signes d'avancées en matière de plans ou politiques

Y a-t-il des investissements pour la réduction des risques pour les zones urbaines vulnérables?

Non

Moyens de vérification:

* Oui: Investissements dans les infrastructures de drainage dans les zones inondables

* Non: Stabilisation des pentes dans les zones sujettes aux glissements de terrains

* Non: Formation des maçons aux technologies de construction sûres

* Non: Fourniture de terrain sans risques pour les ménages ou les communautés à faible revenus

Description:

La gestion de l'habitat est encore sujette à des problèmes. Le foncier n'appartenant pas à l'Etat, il existe un dysfonctionnement sérieux entre le service en charge de l'habitat et les communautés propriétaires des terres. De plus l'érection des établissements humains ne respecte pas les normes de constructions. Les pauvres se retrouvent dans les zones à risques ; ceci est dû au fait que les achats de terres ne sont pas bien contrôlés.

Contexte & Contraintes:

faiblesse d'une politique réelle en matière d'habitat. les difficultés liées à la politique foncières rendent complexe la gestion des établissements humains.

Indicateur 5

La réduction des risques de catastrophe est intégrée dans les processus de reconstruction et de réhabilitation

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Les programmes post-désastres incorporent-ils de manière explicite un budget pour la réduction du risque de catastrophe?

Non

Moyens de vérification:

* 0 % des fonds pour la reconstruction alloués à la réduction du risque de catastrophes

* Non: Mesures prises dans le domaine du genre humain dans la phase de rétablissement après une catastrophe

Description:

Il existe des normes de constructions ; mais l'ordre des architectes du Togo qui est censé assurer le contrôle de ces normes est peu opérationnel. Les bureaux d'études souvent se voient confiés ce volet ne donnent pas des résultats probants.

Contexte & Contraintes:

Insuffisance de ressources pour le suivi des cahiers de charges.

Indicateur 6

Des procédures sont en place pour évaluer l'impact de la réduction de risque dans les principaux projets de développement notamment les infrastructures

Niveau de progrès atteint:

2: Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Les impacts des projets les plus importants sur la réduction du risque de catastrophe sont-ils évalués?

Oui

Moyens de vérification:

* Oui: Evaluation de l'impact des projets tels que ceux de barrages, plans d'irrigation, routes, industrie minière, développement touristique, etc. ayant un lien avec la réduction du risque de catastrophe

* Oui: Impact des risques de catastrophes prenant en compte l'environnement

Description:

Existence d'une division en charge des études d'impacts environnementaux des différents projets de développement. cette division se charge de l'application du décret qui précise les dispositions, les procédures et les projets sujets d'études d'impacts.

Contexte & Contraintes:

Engagement systématiques de tous les acteurs de développement

Priorité d'action 5

Renforcer la préparation des populations aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent

Indicateur 1

De solides politiques, des mécanismes et des capacités institutionnelles pour la gestion du risque ont été mis en place dans une perspective de réduction du risque

Niveau de progrès atteint:

2: Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Existe-t-il des programmes nationaux et/ou des politiques pour rendre les écoles et les établissements hospitaliers sûrs faces aux catastrophes?

Non

Moyens de vérification:

* Non: Politiques et programmes pour la sécurité des écoles et des hôpitaux

* Non: Exercices de simulation et formation aux urgences dans les écoles et les hôpitaux

Description:

Plusieurs départements ministériels font de la gestion des catastrophes une des priorités de leurs interventions notamment le Ministère de la Protection Civile appuyé par le Corps des Sapeurs Pompiers, le Ministère de l'Action Sociales avec en son sein une Direction en Charge de la Gestion des catastrophes et une Agence de la Solidarité Nationale qui s'occupe de la distribution des non vivres et des vivres, puis la prise en charge psychologique des sinistrés, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement et les organisations de la Société Civile : la Croix Rouge, l'OCDI, le Ministère de la Défense, etc.

Contexte & Contraintes:

La coordination de l'ensemble des acteurs intervenants

Indicateur 2

Des plans d'urgence et de préparation aux catastrophes sont en place à tous les niveaux administratifs

et des exercices de simulation ont lieu pour tester et développer les programmes de réponse aux catastrophes

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Les plans de contingences, les procédures et les ressources sont-elle en place pour faire face à une catastrophe?

Oui

Moyens de vérification:

* Oui: Plans de contingences en fonction du genre humain

* Non: Centres opérationnels et de communication

* Oui: Groupes de recherches et de secours

* Oui: Stocks de matériels de secours

* Oui: Abris

* Oui: Installations médicales sûres

* Non: Provisions dédiées aux femmes dans les refuges et dans les installations médicales d'urgence

Description:

Le Togo dispose d'un Plan d'Organisation des Secours d'Urgence en cas de Catastrophes et un plan national de contingence qui constitue l'outil de mise en œuvre. Ce plan de contingence intègre les moyens dont les acteurs disposent pour faire aux éventuelles urgences avec un mécanisme de coordination assuré par la Protection Civile. Il existe d'autres plans de contingences, notamment ceux de la Croix Rouge et du Système des Nations Unies. Il faut souligner la présence de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) qui assure la coordination général en cas d'urgence et sert de pont entre les partenaires en Développement et le Gouvernement.

Contexte & Contraintes:

Sur le plan national, les efforts sont en train d'être fait pour assurer la synergie des acteurs en cas d'urgence, mais il faut dire que la prise en compte des urgences dans le budget de l'Etat n'est pas encore effective. Par ailleurs les communautés locales n'ont pas encore de capacités nécessaires pour assurer leur sécurité en cas d'urgence. Les grands défis restent la décentralisation des outils et capacités de manière à ce que les populations soient aptes à accroître leur résilience en cas de catastrophes.

Indicateur 3

Des réserves financières et des plans d'urgence sont en place pour assurer une réponse effective et la reconstruction quand cela est nécessaire

Niveau de progrès atteint:

1: Progrès mineurs, avec peu de signes d'avancées en matière de plans ou politiques

Existe-t-il des dispositions financières pour faire face à des catastrophes majeures?

Non

Moyens de vérification:

- * Non: Fonds nationaux de contingences
- * Non: Assurances contre les catastrophes
- * Non: Epargne en cas de catastrophe

Description:

Le budget de l'Etat n'a pas encore prévu des fonds d'urgence. Ces fonds sont souvent débloquer si nécessaire après les catastrophes si cela est nécessaire. On s'appui sur les appels de fonds sur le plan international

Contexte & Contraintes:

Les capacités de réponse en cas de catastrophes sont limitées et compromettent à la spontanéité des interventions

Indicateur 4

Des procédures pour l'échange d'informations durant les aléas sont en place pour effectuer des analyses post-catastrophes

Niveau de progrès atteint:

1: Progrès mineurs, avec peu de signes d'avancées en matière de plans ou politiques

Existe-t-il une méthode ou des procédures pour évaluer les dommages, les pertes et les besoins en cas de catastrophe?

Oui

Moyens de vérification:

- * Oui: Méthodologies accessibles pour l'évaluation des dégâts et des pertes
- * Oui: Evaluation des méthodologies post-catastrophes
- * Oui: Méthodologie de l'évaluation des besoins de post-catastrophes incluant des directives sur le genre humain
- * Oui: Ressources humaines identifiées et formées

Description:

Il existe une équipe d'évaluation formée pour les évaluations post catastrophes avec des méthodologies bien déterminées (PDNA de la Banque Mondiale). L'application n'est pas encore envisagée.

Contexte & Contraintes:

Le financement pour le recyclage et l'application des enseignements reçus

Facteurs de progrès

a) Approche qui intègre une perspective multi-aléas de la réduction du risque et de développement

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Est-ce que des rapports, études et atlas existent sur les aléas multiples dans le pays ou la sous-région?:

Yes

Si oui, sont-ils mis en application dans les politiques de planification du développement?:

Yes

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

L'approche réduction des risques de catastrophes et développement sont une préoccupation très significative au Togo. Cela s'illustre par l'intégration de la réduction des catastrophes dans le DSRP, un document de référence national en matière de développement. La sensibilisation est en cours dans la prise en compte des questions de changement climatiques et des catastrophes. La stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes élaborée et validée par tous les acteurs de la plate forme nationale est une stratégie intersectorielle qui prend en compte tous les secteurs de production en rapport avec les changements.

b) La prise en compte de la question du " genre et de la réduction du risque est adoptée et institutionnalisée

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Les questions de catastrophes sont prises en compte dans les évaluations des impacts après les catastrophes. Les femmes et les enfants sont les couchés les plus vulnérables. C'est pourquoi la plate forme nationale pour la réduction des risques de catastrophes a initié au cours de cette année 2010 des activités de sensibilisation des enfants à travers un document qui sert de base et des atelier de formation et de mise en réseau des femmes leaders en réduction des risques et catastrophes dans le cadre du programme prévention et gestion des risques de catastrophes.

c) Les capacités pour la réduction du risque sont identifiées et renforcées

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Les différents diagnostics dans le cadre de la définition de la stratégie nationale ont révélé la faible capacité des acteurs. Cependant dans le cadre de la mise en œuvre du programme prévention et gestion des crises de catastrophes et de la deuxième communication nationale sur les changements climatiques, beaucoup d'efforts ont été faits mais reste encore insuffisant par rapport aux lacunes identifiées. Les capacités nationale et locale demeure un chantier en vue d'une réelle appropriation de la réduction des risques de catastrophes à tous les niveaux.

d) Des approches de sécurité humaine et d'équité sociale sont intégrées dans la

réduction du risque et les activités de reconstruction

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Une volonté d'assurer la sécurité sociale est en cours avec des miro projets à caractères communautaire calqués sur les groupes les plus vulnérables. Cette entreprise pourra être effective avec l'application de la décentralisation en cours. Les financements sont essentiels pour atteindre les résultats escomptés

e)Des engagements et des partenariats avec des acteurs non gouvernementaux, la société civile , le secteur privé ont été encouragés à tous les niveaux

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

La sensibilisation et la mise en place des plates formes locales avec la participation des acteurs locaux et y compris les acteurs de la société civile et le secteur privé. A travers la Croix Rouge Togolaise, un système d'information et d'alerte précoce est en cours.

Cependant les efforts restent à faire pour rendre effective la mobilisation au niveau communautaire.

Facteurs contextuels de progrès

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

L'évaluation des besoins pour la mise en œuvre du système d'alerte précoce et la mise en place du mécanisme opérationnel d'alerte précoce. Cependant le renforcement des acteurs de ce mécanisme à la fois matériel et opérationnel est nécessaire.

Perspective future

Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Défis globaux:

La question de développement durable fait appel à l'amélioration des conditions de vie sur le plan social, économique et environnemental. A ce titre, les grands défis dans le perspectif avenir demeurent la prise en compte des questions de risques dans le développement communautaire. Aussi est-il important d'impliquer davantage les acteurs locaux de développement, les associations féminines des ONG locaux et les élus locaux dans les questions de risques de catastrophes.

Déclarations sur les perspectives futures:

Mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes naturelles à tous les niveaux d'intervention

Domaine 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Défis globaux:

Le développement des capacités en réduction des risques de catastrophes constitue un défi majeur. Cette question est d'autant plus essentielle que la plate forme nationale a sollicité l'appui d'un consultant faire en un document dans lequel les capacités des différents acteurs ont été décliné avec les gaps à combler. Mais la question de financement reste encore un obstacle ou la condition sinéquanum.

Déclarations sur les perspectives futures:

Renforcer les capacités des structures impliquées dans le système d'alerte précoce

Renforcement des capacités des plates formes régionales et locales

Intégration des questions de risques de catastrophes dans les curricula de l'éducation

Renforcement des capacités des communicateurs et journalistes en réduction des risques de catastrophes

Renforcer les capacités des groupes vulnérables des zones à risques d'inondations notamment les réseaux de femmes pour la réduction des risques de catastrophes

Domaine 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Défis globaux:

Les questions d'urgence ne sont toujours pas accompagnées des préoccupations de réduction des risques à travers des programmes efficaces pour limiter les impacts des aléas répéter. Aussi constate-t-on que les communautés sont souvent confrontées aux mêmes aléas mais aucune disposition n'est prise en terme de réduction progressive de leur impacts.

Déclarations sur les perspectives futures:

Elaboration des plans de contingence régionaux

Intégration des risques et catastrophes dans les activités de productions

Formation des volontaires d'urgence au niveau local en appui aux efforts de la Croix Rouge

La sensibilisation et le développement des projets de relèvement et de reconstruction.